



**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE 2018-77**

Séance du 24 octobre 2018 à dix-huit heures trente

L'an deux mille dix-huit, le vingt-quatre octobre à dix-huit heures trente, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

Présents : MM Caizergues, Billette, Carbonneill, Hervet, Joly, Lenoir, Palau, Perez, Petit, Serra, Weber,
Mmes Albiges, Bérard, Castillo, Fraisse, Pervent,

Absents ayant donné procuration : Mme Bertin procuration à Mme Castillo, Mme Maury procuration à Mme Albiges, Mme Olivier procuration à Mme Pervent, Mme Vella procuration à M. Perez, Mme Vilaplana procuration à Mme Bérard

Absents excusés : Mme Chibani

Secrétaire de séance : Mme Bérard

Nombre de membres en exercice :	22	Date de convocation et affichage
Présents :	16	Absents: 1
Procurations :	05	Votants: 22

16 octobre 2018

Objet : Approbation du Schéma de cohérence Territoriale de Montpellier Méditerranée Métropole

M. le maire de la Commune de Lavérune rappelle que, par délibération du 12 novembre 2015, le Conseil de Métropole a prescrit la révision du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) approuvé par délibération en date du 17 février 2006.

Le Schéma de Cohérence Territoriale définit les grandes orientations d'aménagement du territoire métropolitain. Il organise la mise en cohérence spatiale de l'ensemble des politiques territoriales, notamment en matière d'urbanisme, d'habitat, de déplacements, d'environnement, des activités économiques et de paysage. Conformément à l'article L.101-2 du Code de l'urbanisme, il vise à atteindre les objectifs suivants :

1° L'équilibre entre :

- les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;
- le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;
- une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;
- la sauvegarde des ensembles urbains et la protection, la conservation et la restauration du patrimoine culturel ;
- les besoins en matière de mobilité.

2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;

3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;

4° La sécurité et la salubrité publiques ;

5° La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;

6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;

7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables.

LA DEMARCHE D'ELABORATION DU SCoT

La démarche de Montpellier Métropole Territoire (MMT) a permis d'identifier les enjeux et facteurs d'évolutions à moyen et long terme, notamment en ce qui concerne les impacts du changement climatique, les équilibres environnementaux, l'évolution des modes de vie, d'habiter, de se déplacer...

Un des moments forts de la démarche a été l'établissement d'un dialogue avec les territoires voisins, notamment avec les établissements chargés de l'élaboration de leurs SCoT, permettant d'établir une logique de cohérence du projet, au sein du grand amphithéâtre naturel partagé par plusieurs communautés, bien au-delà de leurs frontières administratives respectives.

Il s'agit d'établir des cohérences à l'échelle du grand bassin environnemental, de vie, de travail, de consommation et de déplacement et de loisir, dans un contexte mouvant où l'ensemble du territoire se positionne au sein de la grande région Occitanie.

A partir des grands défis territoriaux, les objectifs des politiques publiques du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) ont été débattus lors de la séance du Conseil de Métropole du 22 février 2017, et lors de la réunion du conseil municipal du 14 mai 2018, conformément à l'article L.143-18 du Code de l'urbanisme.

Tout au long de la construction du projet de SCoT, la Métropole a tenu un rythme soutenu de réunions avec les Personnes Publiques Associées entre octobre 2016 et mai 2018, afin de veiller à la cohérence du projet avec les politiques publiques portées par l'Etat, la Région Occitanie, le Département de l'Hérault, les Chambres consulaires (Agriculture, Commerce et Industrie et Artisanat), les établissements publics chargés de l'élaboration, de la gestion et de l'approbation des schémas de cohérence territoriale limitrophes et la section régionale de la conchyliculture.

Pour prendre en compte au mieux les enjeux agricoles, plusieurs rencontres ont été organisées, en particulier avec la Chambre d'Agriculture et le syndicat des Jeunes Agriculteurs. Elles ont permis de faire évoluer le projet afin de réduire les impacts des secteurs de développement urbain projetés sur les terres agricoles irrigables. Dans ce cadre, les actions collectives à construire ont été identifiées telles que la reconquête du foncier délaissé, l'accompagnement à l'installation et la mise en place d'outils d'évaluation du projet dans le cadre d'une gouvernance partenariale.

Les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées ont été concertés pendant la durée de l'élaboration du projet de révision du SCoT. Les modalités de concertation fixées par la délibération de prescription de la révision ont été mises en œuvre comme indiqué dans la délibération d'arrêt du bilan de la concertation.

Deux associations agréées de protection de l'environnement ont été consultées à leur demande lors de l'élaboration du document.

L'association Mosson Coulée Verte a demandé à être consultée par courrier du 27 juin 2017 ; une réunion a été programmée le 1er septembre 2017, durant laquelle ses contributions ont été précisément examinées.

L'association nationale Paysage de France a demandé à être consultée par courrier reçu le 17 octobre. Une réunion d'échange a eu lieu le 16 novembre 2017, elle a permis à l'association d'exposer ses préoccupations.

Lors de ces échanges, la Métropole a expliqué comment les préoccupations de ces deux associations pouvaient être prises en compte dans les documents du SCoT et comment certaines propositions se traduisent dans le projet territorial.

Sur le territoire de la Métropole, trois syndicats ont une approche pointue du cycle de l'eau sur les bassins versants qui le traversent et sur le fonctionnement des étangs. Il s'agit du Syndicat Mixte du Bassin de l'Or (SYMBO), positionné à l'Est du territoire, du Syndicat Mixte du Bassin Lez (SYBLE), positionné sur les bassins du Lez, de la Mosson et jusqu'aux étangs Palavasiens, et le Syndicat mixte des Etangs Littoraux (SIEL), positionné notamment sur les 3 communes littorales de la Métropole. Plusieurs temps d'échanges ont été organisés avec ces acteurs du territoire pour prendre en compte leurs recommandations en ce qui concerne la gestion de l'eau, la préservation de la biodiversité liée au fonctionnement hydraulique du territoire, les espaces minimum de bon fonctionnement des cours d'eau et la gestion des inondations. La Métropole s'est en particulier attachée à décliner les orientations et recommandations du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux Lez-Mosson-Etangs Palavasiens avec lequel le SCoT doit être compatible. Ce travail itératif s'est tenu à toutes les étapes du projet de l'état initial de l'environnement à la définition des orientations et objectif du projet de SCoT révisé notamment. Il s'est conclu par une présentation en Commission Locale de l'Eau le 5 juillet 2018, ayant permis à la Métropole de recueillir à l'unanimité un avis favorable sans réserve s'agissant de la compatibilité du projet au regard du SAGE - Mosson-Lez-Etangs Palavasiens.

Le Conseil de Développement (CoDe) de Montpellier Méditerranée Métropole a également été consulté en phase d'élaboration du projet et puis en phase finale. Plusieurs échanges et temps de présentation ont été réalisés à sa demande. Le CoDe a apporté une contribution spécifique sur les nouveaux concepts des « Portes Métropolitaines » en mars 2017 puis a émis un avis favorable sur le projet dans sa globalité.

LES MOTIFS DE LA REVISION

Une évolution nécessaire au regard de l'évaluation du SCoT

En 2015, l'évaluation du SCoT de 2006 a mis en évidence que les résultats en termes de maîtrise du développement territorial (frein à l'étalement urbain), de densification des formes urbaines, d'engagement du réinvestissement urbain, de mixité sociale et résidentielle, sont satisfaisants. Ils dépassent d'ailleurs parfois les objectifs fixés par ce document. Toutefois, l'évaluation a relevé deux aspects majeurs auxquels le SCoT de 2006 a insuffisamment répondu : une carence en foncier pour les activités économiques et en matière de prise en compte des enjeux environnementaux du territoire, notamment ceux concernant la biodiversité et les aléas hydrauliques. Cette évaluation et l'élaboration du projet Montpellier Métropole Territoires ont mis en avant de nouveaux enjeux et objectifs sur le territoire, qui entraînent la révision du SCoT :

- Préserver et reconquérir l'exceptionnelle richesse environnementale pour mieux la valoriser.
- Adapter le territoire au changement climatique et en atténuer ses effets.
- Se préparer aux évolutions démographiques prévisibles et aux besoins qu'elles génèrent.
- Accompagner le développement économique pour qu'il soit créateur de richesses et d'emplois.

Une évolution nécessaire au regard de l'évolution des institutions

La révision du SCoT de 2006 intervient également dans un contexte d'évolutions institutionnelles majeures du territoire :

- La transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Métropole, au 1er janvier 2015, a entraîné des besoins et des enjeux nouveaux sur le territoire (transfert de compétences, compétences élargies...) qui nécessitent de revisiter certaines politiques publiques ;
- la fusion des régions Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon a abouti à la création de la Région Occitanie, dotée de deux Métropoles : Toulouse et Montpellier.

Une évolution nécessaire au regard de l'évolution du cadre législatif et réglementaire

Les lois relatives au Grenelle de l'environnement (2009 et 2010) ont également apporté des évolutions à la mise en œuvre des politiques de développement et d'aménagement du territoire. Elles ont notamment élargi les objectifs, les capacités prescriptives et le caractère opérationnel des SCoT. Les lois Grenelle 1 et 2 ont ainsi modifié certains articles du Code de l'urbanisme en renforçant ou en complétant les outils du SCoT afin de mettre en œuvre de nouveaux objectifs, notamment en matière de réduction de la consommation des espaces agricoles, naturels et forestiers, de respect de performances énergétiques et de lutte contre les gaz à effet de serre, de définition des grandes orientations en matière de transports et déplacements, de préservation et de restauration des continuités écologiques, ou encore d'aménagement commercial.

La Loi relative à l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (2014), dite loi ALUR, fait des SCoT l'unique document territorial d'intégration des objectifs et dispositions des documents de rang supérieur.

La Loi d'Avenir pour l'Agriculture, l'Alimentation et la Forêt (2014) renforce les précisions à apporter quant à la prise en compte des besoins en matière de préservation du potentiel agronomique et la limitation de la consommation foncière.

La Loi sur la transition énergétique et la croissance verte (2015) ajoute l'objectif d'adaptation au changement climatique dans les objectifs généraux en matière d'urbanisme.

La loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages (2016) instaure le principe de zéro perte nette de biodiversité voire de gain de biodiversité, la séquence « Compensation » de la démarche Eviter-Réduire-Compenser est renforcée.

Le Schéma de Cohérence territoriale doit prendre en compte le niveau d'avancement des programmes d'équipements de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements et services publics. Sur le territoire métropolitain, il s'agit des projets suivants :

- la création de la ligne nouvelle Montpellier-Perpignan, prenant naissance sur la partie Ouest du territoire, en prolongement du Contournement de Nîmes et de Montpellier (CNM);
- le COM (Contournement Ouest de Montpellier) qui raccordera l'A750 à l'A709 (inscrit au Contrat de Plan Etat-Région);
- la Déviation Est de Montpellier ;
- la Déviation de la RN113 (inscrite au Contrat de Plan Etat-Région);
- les prolongements du LIEN sur sa partie ouest reliant Saint Gély du Fesc à Saint Georges d'Orques pour le connecter à l'A750 et sur sa partie est pour le relier à l'A709.

Les grandes orientations de ces documents et projets sont prises en compte dans le projet de SCoT révisé.

LE SOCLE DU PROJET

Quatre grandes orientations fondent le projet du SCOT :

- Préserver et reconquérir l'exceptionnelle richesse environnementale du territoire pour mieux la valoriser;
- Adapter le territoire aux changements climatiques et en atténuer les effets,
- Se préparer aux évolutions démographiques et aux besoins qu'elles génèrent ;
- Connecter les réseaux de déplacement à toutes les échelles
- Accompagner le développement économique pour qu'il soit créateur de richesse et d'emploi ;

Ce socle se double de la prise en compte des 7 piliers stratégiques définis pour le développement de Montpellier Méditerranée Métropole :

- la Santé, au sens de l'OMS, le bien-être physique, mental et social, qui est fortement mise en avant par le projet de territoire dans son approche environnementale intégrée à l'écosystème local, notamment au niveau climatique ;

- le Numérique avec, par exemple, ses incidences sur les nouveaux modes de travail dont le projet en fait un levier pour favoriser la mixité urbaine dans les villes et villages ;
- la Mobilité et les Transports, qui nécessitent une approche des déplacements à toutes les échelles, favorable aux multi et inter modalités, aux modes de transport décarbonés et à la ville des courtes distances;
- le Développement économique, le Tourisme et l'Industrie, qui constituent l'un des axes structurants de diversification, de consolidation et d'internationalisation du développement économique du territoire, pour répondre aux besoins identifiés, notamment dans le cadre du SAE de la Métropole ;
- l'Agroécologie et l'Alimentation, qui participent activement à la mobilisation des fonctions et des ressources multiples de l'armature naturelle et agricole, pour en faire des espaces de projets à part entière, au service de la résilience face aux risques climatiques, de l'aménagement durable du territoire métropolitain et de la qualité de son environnement,
- la Culture, le Patrimoine et l'Université, que le projet de territoire revisite au titre des facteurs identitaires, de cohésion et de rayonnement de la Métropole et de chacun des espaces qui la composent ;
- le Commerce et l'Artisanat enfin, qui font l'objet de volets spécifiques du projet de territoire, afin de créer une offre cohérente et adaptée afin qu'ils participent pleinement au développement et à l'aménagement durable de l'espace métropolitain, et notamment à la requalification de ses zones commerciales.

LES ORIENTATIONS DU PROJET

Les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables et du Document d'Orientation et d'Objectifs se structurent à partir de trois défis :

- 1 Une Métropole acclimatée ;
 - o Protéger et reconquérir les composantes agro-naturelles, les paysages et la biodiversité pour mieux les valoriser
 - o Gérer les risques et nuisance et anticiper leurs évolutions face au climat
 - o Optimiser les ressources du territoire
 - o Littoral
- 2 Une Métropole équilibrée et efficace ;
 - o Armature urbaine : organiser les espaces urbains efficacement et équitablement
 - o Assurer la cohérence entre les réseaux de déplacement et l'organisation urbains, favoriser la mobilité pour tous et à toutes les échelles
- 3 Une Métropole dynamique et attractive ;
 - o Répondre à tous les besoins en logement
 - o Affirmer l'activité économique comme ressource créatrice de richesses et d'emplois durables pour tous
 - o Equilibrer l'équipement commercial en cohérence avec le projet de territoire
 - o Conforter une métropole accueillante et rayonnante
 - o Modérer la consommation foncière

MODIFICATIONS ISSUES DE LA CONCERTATION PREALABLE

Les points les plus significatifs ayant fait l'objet d'ajustement sont :

- 1) les modes de déplacement actifs (ou doux) : le niveau du SCoT ne permet pas d'établir à son échelle (1/25 000ème) un réseau des modes actifs. Toutefois, en écho aux observations démontrant l'attachement du public à ces modes essentiels de déplacements décarbonés et non polluants, le DOO du SCoT a été complété par la carte des grands axes cyclables du territoire. Ceci permet de consolider la volonté exprimée par le SCoT de structurer un réseau dédié aux modes actifs, dans le cadre de l'aménagement d'un « territoire des courtes distances » et en complément des différentes mesures qu'il définit pour systématiser la prise en compte des modes actifs

dans l'aménagement du territoire. Il est, par ailleurs, précisé que, parallèlement à la révision du SCOT, la Métropole a décidé d'engager l'élaboration d'un « Schéma directeur des modes actifs » destiné à définir les éléments destinés à être intégrés, avec plus de précisions, dans le Plan de Déplacements Urbains (PDU) et dans le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi), tous deux en cours d'élaboration ;

- 2) la diversité de l'habitat : les opérations « d'habitat participatif » seront ajoutées dans les opérations susceptibles de participer activement à l'orientation visant à « offrir des logements diversifiés et accessibles aux ménages locaux » afin de répondre au besoin exprimé par le public d'assurer le développement de formes d'habitats diversifiées.

De manière générale, au regard des contributions recensées, les moyens mis en place dans la phase de concertation préalable ont effectivement permis au public d'accéder à des informations pertinentes et suffisamment claires pour qu'il puisse formuler des observations souvent adaptées au document concerné et ce, dans un délai raisonnable.

Le conseil municipal, à l'unanimité, après avoir entendu M. le maire et après en avoir délibéré,

- Prend acte de la transmission de l'arrêt du projet de SCOT révisé,
- donne un avis favorable global avec les recommandations (ou les réserves) citées ci-dessous sur le projet de SCOT révisé arrêté tel que annexé à la délibération M2018-336 du Conseil de Métropole du 19 juillet 2018

LA POSITION DE LA COMMUNE DE LAVERUNE SUR LE PROJET DE SCOT REVISE

Globalement, le conseil municipal de la commune de Lavérune s'inscrit favorablement (sous réserve du respect des avis formulés en surbrillance ci-dessous) dans les objectifs énoncés de :

- protection et reconquête des paysages, de la biodiversité et des composantes agro-naturelles,

La commune demande à ce que le corridor trame verte partant du château de l'Engarran vers la zone Rieucoulon de Saint Jean de Vedas ne puisse pas faire l'objet d'interruption ou d'empiètement.

- limitation de la consommation des espaces agricoles et naturels,
- gestion des risques (climat) et optimisation des ressources.

La commune recommande sur ce point que l'accent soit mis fortement sur la ressource en eau, particulièrement dans le cadre du développement de l'agro-économie locale. Il conviendrait d'actualiser les études réalisées pour Aqua Domitia sur les secteurs non encore desservis de la plaine ouest, dont Lavérune, en vue de réaliser le bouclage.

- mobilité pour tous de manière efficace et cohérente, notamment en insistant sur les modes de déplacement doux.
- recherche de meilleures conditions d'emploi et de logement sont aussi des objectifs correspondant aux attentes de la commune.

Il est cependant rappelé, comme lors des observations formulées sur la présentation du PADD en conseil municipal du 14 mai 2018, que la métropole ne saurait se rendre attractive et dynamique sans se doter urgemment des structures de déplacement adéquates et suffisamment dimensionnées. C'est pourquoi la commune recommande que le SCOT fasse clairement apparaître les priorités données aux ouvrages de structuration des réseaux routiers de première importance sur tout le territoire et notamment sur le pôle ouest de la métropole, de même que le phasage des travaux.


L'assemblée apporte par ailleurs les réserves suivantes qu'il souhaite voir prises en compte lors de l'enquête publique qui suivra sur ce dossier :

- 1) Comme déjà formulé dans les observations émises au sujet du PADD en conseil municipal du 14 mai 2018, la commune de Lavérune refuse d'être intégrée dans la première couronne de Montpellier (PADD tome 2 P59). En effet, ce niveau comprend les communes à proximité de Montpellier qui bénéficient de la qualité de l'accessibilité tous modes (train, TCSP...) et sont destinées à accueillir le développement de l'urbanisation. Il existe par ailleurs un espace naturel tampon entre la commune centre et Lavérune qui justifie

cette demande et qui se doit d'être valorisé et préservé. D'autre part, plusieurs communes desservies par les réseaux TCSP ne sont pas incluses en cœur métropolitain. La commune de Lavérune ne se retrouve pas dans les critères énoncés dans le PADD pour faire partie du cœur métropolitain et demande à ce que son caractère particulier soit maintenu et relié à la métropole des villages de 2^{ème} couronne, porteurs d'une identité marquée en raison de leur patrimoine significatif, de leur rapport étroit à l'environnement et à l'agriculture, de leur tissu associatif et de leur attractivité pour le reste de la métropole.

- 2) Comme déjà formulé dans la délibération du conseil municipal n° 2017-39 du 17 juillet 2017, il est demandé en outre que les limites des zones à urbaniser (zone économique au sud de la commune, zone économique Descartes – café Jacques Vabre, zone à urbaniser à l'ouest) soient limitées aux parcelles nommément désignées, l'épaisseur du trait devant se situer à l'intérieur de celles-ci.
- 3) Le projet de SCoT prévoit de créer une zone à bâtir près de l'emplacement projeté du futur agriparc de Lavérune. Dans la mesure où les cessions concernant l'unité foncière destinée à recevoir l'agriparc ne seraient pas rendues effectives dans de très brefs délais par la signature d'engagements officiels respectifs des vendeurs et de la commune, cette dernière demandera à retirer du projet de SCoT l'implantation de la zone à bâtir près de l'agriparc. En effet, l'ouverture de la zone à bâtir de 2.5 ha destinée à permettre l'acquisition foncière de l'ensemble de l'unité foncière de 25 ha, ne pourrait plus être considérée comme constituant une compensation équilibrée en rapport avec la valorisation des terrains agricoles si la commune ne pouvait s'en rendre maître aux fins de réaliser l'agriparc. La commune se réserve par conséquent la possibilité de retirer purement et simplement la création de la zone à bâtir près de l'agriparc et de conserver la totalité du foncier concerné en zone agricole en fonction du déroulement des opérations d'approbation du SCoT.

Ainsi fait et délibéré
Lavérune le 24 octobre 2018
Roger CAIZERGUES
Maire



Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de 2 mois à compter de la date :

- d'envoi dématérialiser en préfecture le :
- d'affichage le :

nomenclature : 5.7.11